RÈGLEMENT NUMÉRO 1504-2023

RÈGLEMENT RELATIF AU DÉROULEMENT DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS DES SÉANCES DU CONSEIL DE LA VILLE DE VICTORIAVILLE

Mise à jour administrative : 11 octobre 2023

ATTENDU l'article 322 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q. chapitre C-19);

ATTENDU QUE le conseil municipal juge opportun de préconiser un maintien de l'ordre et du décorum, afin de favoriser et d'encadrer la période de questions;

ATTENDU QUE le conseil municipal juge opportun de remplacer le Règlement numéro 352-1999 par le présent règlement;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné par le conseiller Marc Morin et dépôt du projet de règlement lors de la séance ordinaire tenue le 16 janvier 2023;

EN CONSÉQUENCE, il est, par le présent règlement, ordonné et statué ce qui suit :

CHAPITRE 1 – PÉRIODE DE QUESTIONS

1.1 PÉRIODE DE QUESTIONS

À chaque séance du conseil municipal, le public peut adresser des questions aux membres du conseil lors de la période prévue à cette fin.

Le maire ou le maire suppléant, le cas échéant, est responsable de l'application du présent règlement. Tout autre membre du conseil, fonctionnaire municipal ou agent de sécurité peut également poser des actes afin de veiller au respect du présent règlement.

1.2 SUJETS DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS

Lors d'une séance ordinaire, la période de questions peut porter sur tous les sujets de compétence municipale et autorisés en vertu du présent règlement.

/2...

Lors d'une séance extraordinaire, la période de questions ne peut porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

1.3 RÉPONSES AUX PRÉCÉDENTES PÉRIODES DE QUESTIONS

Avant que débute la période de questions, le maire demande aux membres s'ils ont des réponses à fournir à des questions posées à des séances antérieures.

1.4 TENUE DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS

La période de questions est tenue à la fin de la séance du conseil. Le maire décide de l'ordre dans lequel les questions seront posées.

1.5 DURÉE DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS

La période de questions est d'une durée de quarante-cinq (45) minutes.

Tout membre du conseil peut demander au maire la levée de la séance pour mettre fin à la période de questions.

1.6 PROCÉDURE À SUIVRE POUR POSER UNE QUESTION À DISTANCE

Un citoyen peut, à distance, poser une question comme s'il était présent à la période de questions. Pour ce faire, le citoyen doit acheminer sa question au moyen du formulaire disponible sur le site Internet de la Ville.

Cette demande doit être reçue avant midi, le jour de la séance.

1538-2023, a.2

1.7 PROCÉDURE À SUIVRE POUR POSER UNE QUESTION EN PERSONNE

Toute personne physiquement présente à une séance du conseil et désirant poser une question lors de la période de questions doit s'inscrire au cours de la période d'une demi-heure avant le début de la séance, dans le registre prévu à cet effet en déclarant son nom et le(s) sujet(s) de son intervention.

Toute personne ne s'étant pas inscrite au registre peut, sur autorisation du maire, poser une question si la durée prévue pour la période de questions n'est pas écoulée.

/3...

1.8 **DROIT DE PAROLE**

Lorsqu'une personne est invitée à prendre la parole, elle doit :

- a) attendre l'appel de son nom avant de se lever;
- b) s'identifier en déclinant son nom;
- c) identifier le nom de l'organisme qu'elle représente, le cas échéant;
- d) indiquer au maire le membre du conseil à qui la question s'adresse.

La question posée doit être claire, directe, succincte, non assortie de commentaires, respectueuse et formulée en utilisant un langage convenable.

Une intervention ne peut dépasser trois (3) minutes incluant tout préambule ou mise en contexte, sauf avec l'autorisation du maire.

Lorsqu'une personne intervient sans poser de question, le maire ou le greffier peut l'interrompre et lui demander de poser sa question.

1.9 **NOMBRE LIMITÉ DE QUESTION ET D'INTERVENTION**

Une personne inscrite ne peut poser plus de trois (3) questions à l'intérieur de son temps de parole.

Si toutes les personnes qui se sont inscrites au registre sont intervenues et que la période n'est pas expirée, le maire peut permettre à un citoyen d'intervenir une deuxième fois.

1.10 **INTERRUPTION OU RETRAIT DU DROIT DE PAROLE**

Le maire ou le greffier peut interrompre ou retirer le droit de parole à une personne qui contrevient au présent règlement ou qui agit de manière frivole, vexatoire ou de nature à déconsidérer l'utilisation de la période de questions.

1.11 **RÉPONSE**

À l'égard de toute question, tout membre du conseil peut répondre séance tenante ou choisir de le faire à une séance ultérieure. Les autres membres du conseil peuvent également demander la parole au maire afin de compléter la réponse qui a été formulée.

/4...

1.12 REFUS DE RÉPONDRE

Tout membre du conseil peut refuser de répondre à une question posée pour, notamment, un des motifs suivants :

- a) la question est fondée sur une hypothèse;
- b) la réponse exige une opinion professionnelle;
- c) la réponse exige une appréciation personnelle;
- d) il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés;
- e) si la question a déjà été posée;
- f) la question ne concerne pas un sujet de compétence municipale.

1.13 DÉBAT INTERDIT

Une période de questions ne doit donner lieu à aucun débat.

1.14 DÉPÔT DE DOCUMENTS

Tout document découlant d'une question posée dans le cadre d'une période de questions et à être déposé au conseil par un membre ou une personne du public doit être remis au greffier séance tenante ou immédiatement après la levée de la séance.

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS FINALES

2.1 ABROGATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement abroge le Règlement 352-1999 relatif au déroulement de la période de questions des séances du conseil de la Ville de Victoriaville.

2.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

VICTORIAVILLE, ce 6 février 2023

(Signé) Antoine Tardif

ANTOINE TARDIF
Maire

(Signé) Rosane Roy

ROSANE ROY
Greffière